

Ali Bongo Ondimba a été un piètre interlocuteur

Mandaté par ses pairs comme interlocuteur officiel de cet accord en mai 2015, Ali Bongo Ondimba, selon le langage diplomatique de l'Union européenne, n'a pas été à la hauteur de sa mission. Résultat de course : l'Union européenne a fixé au 1^{er} octobre 2016 l'arrêt des préférences d'accès au marché européen de ses partenaires africains.

Samedi à Malabo (Guinée Equatoriale), les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) ont examiné l'ultimatum de l'Union européenne qui leur impose de signer son Accord de partenariat économique (APE) au plus tard le 1^{er} octobre 2016.

Cet accord, selon un communiqué, vise à dynamiser les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Afrique centrale. Au mois de juin, les experts des États membres de la Cemac ont remis au président de la République Ali Bongo Ondimba leur rap-



port sur le processus à suivre à l'approche de cette échéance. Ce dernier aurait plaidé samedi en

faveur de la reprise de négociations conjointes en vue de la signature d'un accord de partenariat

économique (APE) complet, juste et équilibré. Ça reste à vérifier.

Il y a lieu de souligner

que les négociations en vue d'aboutir à un accord de partenariat économique (APE) sous-régional avec l'Union européenne ont démarré en 2003, l'objectif des états membres de la Cemac étant à l'époque d'aboutir à une signature, au plus tard, le 31 décembre 2007. Au final, seul le Cameroun s'est décidé à signer avec l'UE en janvier 2009 afin d'éviter toute perturbation de ses exportations après la date butoir de décembre 2007. L'accord, ratifié par le Cameroun en juillet 2014, était censé entrer en vigueur le 4 août, soit dans moins d'une semaine. Il devrait dorénavant

servir de document de travail principal dans les discussions à venir entre l'Afrique centrale et la partie européenne.

Cet accord a toujours suscité le doute et les inquiétudes sur l'avenir des unités africaines de transformation très peu outillées pour mettre leurs produits aux exigeantes normes européennes. Les dirigeants de la sous région ont longtemps traîné le pas pour protéger leur tissu national qui risque d'être envahi par les produits made in Europe, le plus souvent subventionnés.

Osrose
Moussounda Mikala